

HISTOIRE DU NEO-LIBERALISME

Un demi siècle de construction
idéologique.

*...Afin que tout le monde sache que
rien de ce qui arrivé ne le fut par hasard...*

*Je tiens à remercier tout particulièrement, pour les informations
fournies et pour les corrections apportées à ce document :
Hortensia pour sa vision historique,
Claire pour sa patience et ses connaissances orthographiques, et
les deux Philippe, pour le reste... ils se reconnaîtront... ;-)*

Pour la Rédaction de ce document, la plupart des informations sont issues de l'excellent livre de Keith Dixon : « Les évangélistes du marché » aux éditions Raisons d'Agir, ainsi que la plupart des sites francophones cités. Il me faut préciser que la conclusion est largement empruntée à M Serge Halimi, article paru dans le Monde Diplomatique de Janvier 2002. Des informations issue du numéro de novembre 2002 figurent également au sein de ce document.

En ce qui concerne l'ALEPS, les informations sont tirées du livre de Michel Dufourt « Le vrai scandale Michelin » aux Editions Golias.

La perspective historique du libéralisme est tirée de la revue L'Histoire n°1842 consacrée à la Mondialisation. Les définitions politique, économique, et philosophique du libéralisme sont issues de l'Encyclopaedia Universalis. Les informations concernant l'école classique sont tirées du site <http://mapage.noos.fr/muir/liberal.htm>.

Je vous conseille également la lecture des sites Internet des « think tank » français, parmi une multitude que je vous invite à trouver, et francophones comme :

www.les4verites.com ; www.concience-politique.org ; <http://www.libres.org/francais/aleps.htm> sur le site: www.libres.org , www.catallaxia.org , www.cabinet-fantome.com , www.liberte-cherie.com , www.lemennicier.com , www.liberalia.com pour les sites ultra-libéraux et www.entempsreel.org , www.lescahiersdemocrates.com pour les sites d'inspiration Blairistes. etc...

Sans oublier les très nombreux sites anglophones comme :

*www.celebratecapitalism.org ; www.prodos.org ; www.heritage.org ; www.cato.org ; www.atlasusa.org ; www.cald.org ; www.iflry.org ; www.lymec.org ; www.liberal-international.org
etc...*

Tous ces sites donnent d'innombrables liens vers des adresses « amies » ou « adversaires », n'hésitez pas à les butiner, on trouve souvent des pages particulièrement intéressantes.

SOMMAIRE

PARAGRAPHE INTRODUCTIF : PRESENTATION DE L'EXPOSE.....4

PREMIERE PARTIE : DEFINITION ET HISTOIRE DU LIBERALISME.....5

- 1°) Définition(s) du « Libéralisme »
- 2°) Histoire du commerce « international »
- 3°) « L'école classique »

DEUXIEME PARTIE : HISTOIRE DE L' IDEOLOGIE NEOLIBERALE.....8

- 1°) La genèse d'une idéologie : 1938 / 1947
- 2°) La traversée du désert : 1947 / années 70
- 3°) La revanche : le néolibéralisme des années 75 / 90
- 4°) Les fissures : les prises de consciences des années 90 à nos jours.
- 5°) Conclusion

TROISIEME PARTIE : LA LUTTE CONTRE LE CONSENSUS.....12

- 1°) L'après guerre : 1945 - 1970
- 2°) La Société du Mont Pélerin
- 3°) L'influence des « think tank » britanniques dans l'installation de la pensée unique.

QUATRIEME PARTIE : LA CHUTE DU KEYNESIANISME.....15

- 1°) Un coup d'essai libéral : le gouvernement d'Edward Heath 1970 - 1974
- 2°) A gauche : 2 gouvernements de transition : Harold Wilson (1974-1976) & James Callaghan (1976-1979)
- 3°) A droite : naissance du Thatcherisme, 1974-1975
- 4°) A droite : création du CPS
- 5°) A droite : Prise de pouvoir au sein du parti conservateur, 1974-1975
- 6°) A gauche : agonie de la sociale-démocratie anglaise : 1974-1979
- 7°) A droite : prise du pouvoir par le parti conservateur: 1979
- 8°) Un « think tank » un peu particulier : l'ASI (Adam Smith Institute)
- 9°) Conclusion

CINQUIEME PARTIE : EXPORTATION DE LA REVOLUTION CONSERVATRICE.....23

- 1°) La décennie 80/90 en Angleterre
- 2°) A partir de 1985 : l'exportation d'un nouveau modèle totalitaire : la liberté pour les capitaux, l'asservissement pour les êtres humains.
- 3°) Et la France ? avons-nous été épargnés par cette déferlante ?

DERNIERE PARTIE : CONSEQUENCES ET CONCLUSION.....26

PARAGRAPHE INTRODUCTIF : PRESENTATION DE L'EXPOSE

Le contenu de ce document raconte l'histoire d'une conquête intellectuelle qui alla jusqu'à transformer le monde. Je veux parler du Thatcherisme, dont la pensée est née de chercheurs en économie en Angleterre principalement, et qui a conduit ce pays à devenir le laboratoire mondial d'une idéologie : le néo-libéralisme.

Il est intéressant de comprendre comment une poignée d'intellectuels constituée de 50 personnes actives, pas plus, ont imposé leurs idées dans le champ de la politique mondiale. On examinera donc les divers modes d'insertion de ces intellectuels dans l'économie et la politique, et par là, on en viendra à étudier l'impact des groupes de réflexion, plus connus sous le terme de « think-tank » ; néologisme anglo-saxon que l'on pourrait traduire par « réservoir de pensée » ou « boîte à idées ».

Ce sont des groupes d'individus se réunissant régulièrement pour faire avancer la pensée dans un domaine précis, ici : l'économie.

A ne pas confondre avec les réunions de chercheurs en science au début du siècle d'inspiration positiviste et d'un humanisme naïf ; dans notre cas il s'agit uniquement de prosélytisme politique.

PREMIERE PARTIE : DEFINITION ET HISTOIRE DU LIBERALISME

1°) Définition(s) du « Libéralisme »

D'un point de vue philosophique, le « libéralisme » peut se définir par une double préoccupation relative à chaque individu. Il s'agit de refuser l'hypertrophie des pouvoirs (religieux, politiques, économiques, etc.) tout en évitant d'affaiblir trop ces pouvoirs garant de l'ordre social. Le « libéralisme » se comprend mieux par rapport à ce qu'il n'est pas : il s'oppose à l'Anarchie et à l'Etatisme. Ainsi le libéralisme se satisfait d'un Etat ni atrophié ni déifié.

On entrevoit ici toute la difficulté d'être « libéral ». Evidemment le niveau acceptable de contraintes est relatif à chacun. Ce qui me paraît « libéral » ne vous le sera certainement pas, et vice versa.

Le libéralisme est une philosophie qui pose la primauté de l'homme sur la société et qui garantit les libertés individuelles contre tous les pouvoirs. Nous sommes donc tous des libéraux. Chacun ayant et mettant son niveau acceptable d'Etat.

Dans la langue française, le mot « libéralisme » apparaît dès le début du XIX^{ème} siècle. Il était alors chargé d'un sens politique et économique.

Au niveau politique, le « libéralisme » est une doctrine prônant le combat des pouvoirs qui brident l'épanouissement individuel. Ainsi le libéralisme promeut la défense de l'individu en satisfaisant ses désirs de liberté et en définissant les limites des contraintes acceptables qui s'imposent à lui.

Il y a une confusion du sens dont les libéraux profitent.

Le libéralisme étant une philosophie aux contours flous, les libéraux (au sens économique) entretiennent la confusion en se revendiquant aussi bien de Von Hayek, Friedman ou Smith pour ce qui est de l'économie, et de Tocqueville, Rousseau ou Constant pour ce qui est du politique.

Le libéralisme en tant qu'idéologie anti-autoritaire du XIX^{ème} siècle est de « gauche ». Mais le libéralisme en tant qu'idéologie conservatrice de l'ordre naturel et de du primat de l'économie sans redistribution est de « droite ».

Au niveau économique, le « libéralisme » est plus facile à définir car, de nos jours, il tient une place plus importante dans notre sens commun.

Il s'agit d'une doctrine économique qui prône la libre concurrence et qui s'oppose donc tant à l'intervention de l'Etat qu'à la constitution de monopoles ou d'oligopoles privés. Cette doctrine est fondée sur la conviction qu'il existe un ordre économique naturel réalisé par des mécanismes d'ajustement qui ne peuvent être efficaces que dans le libre jeu des initiatives individuelles sur des marchés.

Pour les libéraux, l'Etat doit se contenter s'assumer les missions qui lui sont propres : le fonctionnement des institutions du pays et le maintien de l'ordre public. Il ne saurait jouer de rôle économique.

Par voie de conséquence les libéraux pensent que la liberté individuelle est supérieure à la solidarité. Pour eux, toute forme d'organisation sociale met en danger les libertés individuelles.

2°) Histoire du commerce « international »

L'histoire du commerce remonte très loin dans notre histoire européenne. Il n'est pas apparu avec Adam Smith ou Frédéric Bastiat. Ces grands personnages ont été les premiers théoriciens du libéralisme économique qu'ils observaient à leur époque. Ils n'ont nullement inventé le « libéralisme » ; ils l'ont décrit et anticipé son évolution.

On peut remonter très loin dans l'histoire de notre civilisation et constater que dans les zones pacifiées les structures nécessaires aux échanges s'établissent naturellement.

Parmi elles on peut citer la diffusion d'une monnaie, la construction de routes, de canaux, la construction d'une flotte de commerce plutôt que militaire, etc...

Le premier grand exemple de cette organisation, en occident, fut l'Empire Romain qui durant cinq siècles instaura une vaste zone d'échange ; de l'Ecosse à l'Euphrate. Limites d'une zone que les

Romains considéraient comme le « monde civilisé », en opposition aux barbares de l'Est et aux sous-hommes des zones trop chaudes ou trop froides.

Au fil du temps, la puissance de Rome s'est transformée en hyperpuissance instaurant un commerce dissymétrique, caractéristique d'une prise de contrôle des échanges de certaines marchandises qui finissaient par ne plus être produites que pour Rome. La capitale de l'Empire se développant par l'appauvrissement des régions périphériques. Durant cinq siècles le commerce s'est développé et avec lui un système monétaire unifié à partir d'une monnaie commune : l'or. Il existait un grand marché pour de denrées très utilisées comme le vin, les épices ou les étoffes. En matière culturelle l'Empire a su imposer sa langue, le latin, au moins sur sa partie occidentale. En matière de droit, Rome s'est imposé partout autour de la méditerranée.

Voilà très rapidement passées en revue les caractéristiques d'une zone d'échange dans l'histoire. Ce n'est pas le premier cas, mais c'est celui qui dura le plus longtemps.

Un peu plus tard on retrouve cette envie de commercer. La période médiévale par exemple est connue pour l'essor de ses villes de foire.

Lorsque les conditions de paix sont réunies, le commerce s'installe et fait la prospérité des pays.

Au moment de la renaissance, la découverte de l'Amérique fit de ce continent le « nouveau monde » à conquérir. Espagnols et Portugais se partageront ce nouveau « grand marché » pendant deux siècles faisant de la péninsule ibérique la grande rivale des puissances économiques du nord comme l'Angleterre, la Hollande ou la France.

L'apparition d'un commerce « mondialisé » coïncide avec l'apparition de grandes avancées techniques comme la boussole, la cartographie ou les progrès de la construction navale.

Investis d'une mission civilisatrice et évangélisatrice, marchands, militaires et jésuites ouvrirent les voies maritimes vers les Amériques. Le XVI^{ème} siècle fut celui de la première mondialisation maritime.

Or, épices, bois, sucre, soie, porcelaines, thé, café etc...toute une foule de produits qui n'avaient jamais eu de marchés se sont retrouvés embarqués sur une gigantesque marine marchande en direction de l'Europe, alors centre du monde économique.

Durant les XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles le développement commercial et économique contamina le marché du travail en ré-inventant l'esclavagisme. La prospérité de l'occident s'établit sur une main d'œuvre pléthorique et gratuite.

Le XIX^{ème} siècle, ne dérogea pas à la règle, il se contenta de remplacer l'esclavagisme par des armées d'ouvriers sans droits.

C'est dans ce contexte que les premiers théoriciens du libéralisme posèrent les fondements d'un système économique qu'ils inclurent dans une description plus large des relations sociales.

3°) « L'école classique »

C'est à cette époque qu'apparaît ce qu'on a appelé « l'école classique » dont Adam Smith ou Frédéric Bastiat font partie.

Pour situer rapidement ce courant de pensée dans l'histoire, on peut dire que l'école classique commence avec Adam Smith en 1776 et s'achève avec John Stuart Mill en 1848.

Bien que Adam Smith (1723-1790) soit un contemporain de Voltaire et Rousseau, le libéralisme économique qu'il décrivit commença à s'imposer aux alentours de 1800 avec le démarrage de la croissance dans le contexte de la « révolution industrielle », période également connue sous le nom de « cycle majeur des économies capitalistes ».

Tirées vers le haut les économies occidentales de l'époque ont toutes pris le virage de l'industrialisation avec son lot d'innovations techniques, machines à vapeur, électricité, l'acier, la chimie lourde, les mines etc...En parallèle de cette évolution, le XIX^{ème} siècle est celui de la transformation démographique avec une forte augmentation des populations, d'où de nombreuses migrations vers les villes ou le « nouveau monde ».

Pour Adam Smith la « main invisible » de la concurrence assure donc que ce qui est produit correspond aux besoins des membres de la société, et que les prix resteront raisonnables. En conséquence, un individu trop égoïste qui vendrait en faisant trop de profit, sera supplanté par un autre vendeur qui proposerait la même chose moins cher.

Le fondement idéologique de cette doctrine est centrée autour de la responsabilisation individuelle dans un contexte concurrentiel. Il existe un ordre naturel de et par la liberté individuelle. Il ajoute :

« Tout système [politique] qui cherche à attirer vers une espèce particulière d'industrie une proportion plus forte de capital [...] est un système réellement subversif. »

Tout est dit ; il refuse de facto toute intervention de l'Etat dans le domaine de l'économie.

Dans cette théorie, plus la division du travail est poussée, plus la société est riche et donc plus elle peut former les individus et les spécialiser, ce qui accroîtra encore leur productivité.

A propos de l'épargne il a cette interprétation : contrairement à certains de ses contemporains, il indique que l'épargne n'est pas stérile, au contraire, elle est à l'origine du capital et donc la source de nouvelles richesses.

L'État se voit attribuer un rôle minimal, à savoir principalement le rôle d'État-Gendarme. Le chef de l'Etat doit, en premier lieu assurer la défense nationale, puis administrer la justice, et enfin maintenir et développer les institutions publiques et les travaux publics.

Ses thèses ont très tôt été contestées. Ainsi Thomas Robert Malthus faisait observer que :

« la division de la propriété foncière et la diffusion du capital manufacturier et mercantile ne favoriseraient l'accroissement des richesses que si certaines limites et proportions étaient respectées ».

Il fit preuve d'une acuité étonnante en affirmant également que le marché pouvait se trouver en état de saturation décrit comme la « *possibilité d'encombrement généralisé des marchés* ». C'est ce qui se produit à chaque surproduction agricole, manufacturière, etc...

A la même époque, pour David Ricardo (1772-1823), le travail est le facteur déterminant de la valeur des biens, et notamment des biens reproductibles par l'industrie. Cependant il reconnaît que quelques autres biens (œuvres d'art, livres rares, etc.) peuvent tirer leur valeur d'un autre facteur, la rareté. En conséquence de son analyse de la valeur, il considère la loi de l'offre et de la demande comme insuffisante pour expliquer le prix des choses.

« Ce sont les frais de production qui règlent en dernière analyse le prix des choses, et non comme on l'a souvent avancé, le rapport entre l'offre et la demande. »

Le travail étant une marchandise comme les autres, sera lui aussi mesuré par son prix de revient. Il sera défini comme étant le :

« prix des subsistances et de celui des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille ».

En conséquence de quoi seuls les progrès auront une influence sur le prix du travail, en faisant baisser le prix naturel de la nourriture et des vêtements.

Selon l'école classique, la société n'est qu'une interaction d'individus qui a pour conséquence une situation idéale équilibrée, la somme des intérêts individuels permettant d'aboutir à une situation bénéfique pour tous.

Par conséquent, les idées libérales peuvent être résumées ainsi :

- suppression des réglementations**
- suppression du protectionnisme au bénéfice du libre-échange**
- limitation de l'intervention de l'État.**

DEUXIEME PARTIE : HISTOIRE DE L'IDEOLOGIE NEOLIBERALE

1°) La genèse d'une idéologie : 1938 / 1947

L'histoire a retenu comme point de départ, la date du 26 août 1938 lors de l'inauguration du colloque « Walter Lippman ». Ce colloque réunit une trentaine de personnes, économistes, journalistes, universitaires, qui voulurent confronter leurs critiques des doctrines économiques et politiques du moment, le fascisme, le communisme, et le « Keynésianisme », qui étaient, à leurs yeux, tous d'inspirations collectivistes.

Le « Keynésianisme » n'est pas un système économique, mais un courant de pensée économique construit à partir des travaux de M John Maynard Keynes.

Parmi les personnalités présentes il faut retenir les nom de deux économistes : Friedrich Von Hayek (1899 – 1992) et Ludwig Von Mises (1881 – 1973).

Pour comprendre l'état d'esprit des participants, voici un extrait du discours d'ouverture de l'organisateur du colloque, le professeur Rougier :

« Le drame moral de notre époque, c'est l'aveuglement des hommes de gauche qui rêvent d'une démocratie politique et d'un planisme économique, sans comprendre que le planisme économique implique l'Etat Totalitaire et que le socialisme libéral est une contradiction dans les termes.

Le drame moral de notre époque, c'est l'aveuglement des hommes de droite qui soupirent d'admiration devant les gouvernements totalitaires, sans se rendre compte que l'Etat Totalitaire dévore la fortune privée. »

Le point de départ de ce colloque était, pour cette poignée d'intellectuels, de réfléchir ensemble à « l'après dérive Etatique de l'occident ».

Il s'agissait d'inscrire d'emblée leur démarche dans la durée, c'est ainsi que Rougier dans son discours de clôture proposa la création d'un « centre international pour la rénovation du libéralisme ». Son initiative ne put voir le jour immédiatement, en raison de la guerre. Mais l'idée était semée dans les têtes des participants. Elle mit 10 ans à germer. En avril 1947 une partie des participants du premier colloque se réunirent de nouveau, mais cette fois-ci en Suisse, près de Montreux. Ils créèrent à cette occasion un groupe de réflexion international connu sous le nom de « La société du Mont Pèlerin ».

Cette société avait pour objectifs :

- De produire de l'information et contrer pied à pied le Keynésianisme, qui était en passe de devenir le modèle dominant après les accords de Bretton Woods.
- Défendre l'économie de marché sous sa forme concurrentielle la plus pure.
- D'assurer la diffusion d'écrits qui défendent idéologiquement le libéralisme.
- De traîner aux gémonies les économies mixtes qui, après guerre, se développèrent en Europe avec le « welfare state » en Angleterre, la planification indicative et la sécurité sociale en France, la sociale-démocratie allemande ou le modèle social de l'Europe du Nord (Suède, Finlande, Danemark, etc).

La « société du Mont Pèlerin » a joué un rôle fondamental en structurant l'opposition intellectuelle à l'interventionnisme Etatique, et en organisant des rencontres de tout ce que l'anti-keynésianisme pouvait compter de personnalités.

Parmi les intellectuels de cette organisation beaucoup venaient des milieux universitaires internationaux. Toutes les grandes universités occidentales devaient fournir leur lot de penseurs. Ce fut le cas de la « London School of Economics » avec le professeur L.Robins, de « l'Institut universitaire des hautes études de Genève », de « l'Université de Chicago » avec le professeur Milton Friedman, de « l'Université de Vienne » avec les professeurs Von Mises et Von Hayek. Pour la France on trouve des noms comme messieurs Maurice Allais (1911), Trévoux ou Jacques Rueff (1896 – 1978), tous très actifs dans la théorisation de la macro-économie libérale.

2°) La traversée du désert : 1947 / années 70

De 1947 aux années 70, tous ces hommes - vous aurez noté qu'il n'y a aucune femme - ont traversé une longue période de vache maigre. Ils n'eurent que peu d'impact dans le champs politique et peu d'écoute. Isolés, ils n'ont eu de cesse de se rapprocher les uns des autres pour construire le retour en grâce du libéralisme. Ils durent attendre la fin des « trente glorieuses » pour voir le Keynésianisme s'essouffler sous les coups de boutoirs de la crise pétrolière.

Pour avoir droit à l'avant scène politique il leur fallut attendre l'apparition des premiers nuages noirs dans le ciel de l'état providence notamment le chômage de masse et l'inflation.

3°) La revanche : le néolibéralisme des années 75 / 90

Le néolibéralisme trouva les conditions de son retour avec l'arrivée des crises pétrolières, mais pas avant. Il aurait été vain de vouloir l'imposer plus tôt.

La première tentative pour imposer le libéralisme se fit en Angleterre dans les années 70. A cette époque l'interventionnisme de l'état était très marqué et le mouvement ouvrier n'avait jamais été aussi puissant. On était dans un contexte politique d'un consensus keynésien typique.

La faillite de cette organisation sociale, combinée à la présence très marquée des « think tank », fit de la Grande Bretagne la première cible de cette nouvelle idéologie.

La France ne fut pas épargnée par cette déferlante néolibérale, mais ceci commença un peu plus tard, durant les années 80, sous la pression d'hommes politiques comme Alain Madelin ou Charles Millon, ainsi que sous la pression de « think tank » à la française comme la « Fondation Saint Simon » - pourtant d'inspiration sociale-démocrate - chargée d'inculquer le « réalisme politique » aux acteurs de la vie sociale.

La « Fondation Saint Simon » existait il y a encore peu, ses principaux membres en étaient: Roger Fauroux (ancien ministre) , Pierre Rosanvallon (adjoint d'Edmond maire à la CFDT), Alain Minc (qu'on ne présente plus), Jacques Julliard et Jean Daniel (journalistes au Nouvel Observateur). Elle se voulait le « le centre de gravité Delorien ». La Fondation publia également des ouvrages, édités sous son label chez Calmann-Lévy.

Ses pratiques médiatiques n'en ont pas disparu pour autant. De la page 60 à 64 du numéro 1975 du Nouvel Observateur, on retrouve trois articles de Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard et Jean Daniel !

A l'image de leurs homologues anglo-saxons les membres de ces sociétés recherchent les contacts médiatiques. Ainsi ils invitent les journalistes à leurs réunions et séminaires afin de les convaincre qu'il n'existe pas d'autre voie que la « pensée unique », et cela fonctionne.

Les journalistes, les plus arrivistes bien sûr et les plus disposés idéologiquement comprennent dans quel encier il faut tremper sa plume pour réussir sa carrière.

Les animateurs des « think-tank » s'assurent le soutien des journalistes les plus réticents de façon assez simple.

Les journalistes se voient rétribués sous différentes formes. Monétaire tout d'abord, en favorisant leur accession à des postes journalistiques haut placés comme éditorialiste par exemple. Social ensuite, en leur donnant l'accès à des réseaux d'influence et enfin symbolique, par leur intégration au cercle de la raison, c'est à dire au petit groupe de journalistes qui monopolise la ligne éditoriale des grands médias et écrase par leur position dominante toute forme d'expression concurrente.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, aujourd'hui, fort peu nombreux sont les journalistes capables d'une analyse critique du libéralisme. On les retrouve souvent dans des médias marginalisés ou à tirage confidentiel.

Les journalistes installés se sont trop souvent coupés de tout lien avec des personnalités faisant autorité pour leur fournir de la contre-expertise.

Là est une des raisons d'être du conseil scientifique d'attac.

Au fil du temps, les journaux ont participé de plus en plus à la diffusion des idées libérales. C'est ainsi par exemple qu'aujourd'hui le journal « Le Figaro » est très largement distribué gratuitement dans les lieux publics comme les avions, les hôtels, ou les salles d'attente. Quotidiennement, 72000 exemplaires sont mis sous les yeux des lecteurs potentiels afin d'assurer une parfaite diffusion des dogmes ultralibéraux.

Tous les intellectuels mobilisés au triomphe du libéralisme, travaillent à la construction d'une nouvelle doxa. C'est à dire à la construction d'un sens commun qui transforme les opposants au « tout libéral » en des « dinosaures », au sens de Gunter Grass dans le film de Pierre Carles sur Bourdieu, ou en des archaïques, des irréalistes, des corporatistes...bref en des « fous » uniquement bons pour l'asile.

4°) Les fissures : les prises de consciences des années 90 à nos jours.

Le discours triomphant du néolibéralisme a profondément marqué l'occident, et par voie de conséquence tout le reste de la planète.

Depuis les années 90 l'opinion publique a commencé à se rendre compte que le conte de fée libéral a ses limites. Il n'a nul part éradiqué le chômage, ou la pauvreté, bien au contraire; sa tendance naturelle est de creuser toujours plus toutes les inégalités, concentrant les richesses et généralisant la misère.

Avec 20 ans de recul on touche aujourd'hui aux limites de la bonne nouvelle du marché-roi sans entraves. Cette nouvelle religion devait apporter des emplois, on a eu les petits boulots, on attendait la croissance économique, on a eu l'hypertrophie financière et ses bulles spéculatives, ses krachs à répétition, la croissance molle, le chômage de masse, la nouvelle pauvreté et aujourd'hui, les scandales financiers accompagnés de la chute abyssale des valeurs boursières.

Cette hypertrophie commence à avoir des conséquences sur l'économie réelle en nous conduisant doucement vers la récession.

Mais tout ceci n'est rien comparé aux profondes, et espérons réversibles, mutations sociales provoquées par le développement forcené de l'individualisme.

Il faut retenir une chose, qui est devenue une loi économique, car il n'existe pas un seul pays où les choses se soit passées autrement:

« PLUS LE MARCHE EST LIBRE, PLUS LES DISTORSIONS SOCIALES SONT IMPORTANTES »,

et son corollaire :

« PLUS LE MARCHE EST LIBRE MOINS IL Y A DE REDISTRIBUTION ».

Ces observations permettent de conclure que le marché n'a pas vocation à assurer le bien-être du plus grand nombre, mais simplement celui d'une poignée .

Pour donner un ordre d'idée du niveau de déconstruction sociale que peut engendrer le néolibéralisme, il faut savoir qu'en Angleterre, en matière de droit syndical, on est revenu au niveau de 1906, avec la fin de l'immunité judiciaire des syndicats lors de l'organisation de grève.

Les syndicats anglais ont été anéantis. Pour les Thatcheriens il fallait casser de qui permettait de contester l'autorité des entrepreneurs, ce qui s'appelle en anglais le « management's right to manage » (le droit des patrons de décider - sous entendu seuls). Les syndicats ont même été contraints d'accepter des textes anti-sociaux comme par exemple le « No-striek agreement » (La charte de non-grève) pour tenter de préserver quelques emplois.

En France le néolibéralisme s'est imposé durant les années 80 de façon plus feutrée. Cette conversion s'est traduite par la chute spectaculaire du nombre d'heures de grève grâce à l'individualisation du travail, ou encore par l'émiettement syndical et la naissance de SUD et de la FSU considérés comme plus radicaux.

Dans tous les pays occidentaux, on constate depuis 20 ans l'explosion du secteur caritatif faisant peser sur le portefeuille de la collectivité et sur les bonnes volontés, les dégâts collatéraux du néolibéralisme. (En France ce sont des associations, par exemple: le Droit Au Logement, les Restaus du cœur, le Téléthon etc...Il en existe trop pour les citer toutes).

5°) Conclusion

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut en revenir aux origines du néolibéralisme.

Il nous faut comprendre comment une poignée d'hommes - jamais de femmes, à part bien sûr madame Thatcher - ont pu peser plus lourd que des millions d'électeurs.

Comment ont-ils réussi en moins d'un quart de siècle à usurper le pouvoir, et à imposer à l'humanité entière une nouvelle religion ?

TROISIEME PARTIE : LA LUTTE CONTRE LE CONSENSUS

1°) L'après guerre : 1945 - 1970

L'année 1945, marque un grand tournant dans la mise en place des réformes sociales. Cette année a marqué l'Histoire aussi profondément que l'année 1936.

L'Angleterre se dota d'un gouvernement travailliste élu sur un programme de réformes sociales promis par le successeur de Winston Churchill, Clément Attlee. Il créa entre autres institutions, un système de santé entièrement gratuit. Keynes et Beveridge furent les grands inspirateurs de ces réformes sociales, avec l'idée de réguler le système libéral et de le protéger de ses propres excès.

En France, le Gouvernement Provisoire de la République Française (le GPRF) compte dans ses rangs des ministres communistes qui pesèrent de tout leur poids dans la mise en place de profondes réformes sociales ainsi que dans la politique de reconstruction du pays. En conséquence, on nationalisa de nombreux secteurs industriels, on créa la sécurité sociale, etc.

Dans toute l'Europe occidentale, les gouvernements s'engagèrent vers la construction de ce que l'on a appelé « l'Etat providence », conformément aux revendications du mouvement ouvrier. Il s'agissait d'une tendance lourde de la politique des états européens de cette époque.

Beaucoup de biographes de Margaret Thatcher insistent sur cette époque de sa vie. Ils notent le fait que c'est probablement à cette ce moment là qu'elle fut traumatisée par l'arrivée des travaillistes jusque dans sa région centrale de l'Angleterre traditionnellement conservatrice.

En 1954, lorsque les conservateurs reprirent le pouvoir en Angleterre, ils ne purent remettre en cause l'orientation sociale prise 9 ans plus tôt.

Margaret Thatcher ne fut pas la seule à être traumatisée, Friedrich Von Hayek ressentit le même désespoir, d'autant qu'il venait de publier en 1944 un essai [anti-collectiviste] « La route de la servitude » dans lequel il s'engage contre le socialisme, s'oppose à la théorie de la convergence des systèmes capitaliste et socialiste et veut démontrer leur caractère incompatible. C'est à cette époque qu'il comprit que la reconquête, par les libéraux, de l'espace politique passait d'abord par celle du champ intellectuel et idéologique.

Von Hayek aurait pu se jeter dans l'arène politique, mais il préféra réaliser un travail de fond dans l'ombre pour défaire ce que les partisans de l'interventionnisme avaient construit, entre autre, au travers de la « Fabian Society ». En 1947, Von Hayek décida de reprendre le flambeau laissé dix ans plus tôt. Il réunit, près de Montreux, un groupe d'intellectuels libéraux capable de réfléchir ensemble. Ainsi naquit la « Société du Mont Pèlerin ».

Que ce soit du côté des progressistes ou du côté des conservateurs, l'histoire enseigne que les grands changements politiques ont toujours été précédés du travail de petits groupes d'intellectuels capables de construire une représentation de l'avenir. Récemment la droite française vient de créer la « Fondation Concorde » chargée de réfléchir aux réformes libérales à mettre en place lors des 5 prochaines années.

2°) La Société du Mont Pèlerin

Parmi ses créateurs on retrouve, bien sûr, Friedrich Von Hayek, mais également quelqu'un qui allait beaucoup compter plus tard: Milton Friedman.

Né en 1912, ce prix Nobel d'économie est le chef de file du monétarisme, un des principaux courants de la pensée libérale contemporaine. Militant du capitalisme et du marché, il prend parti contre l'Etat providence, l'excès d'impôt et la réglementation. Il a inspiré les politiques économiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, et inspire encore la politique monétaire européenne.

La « Société du Mont Pèlerin » fut la première et la plus importante en terme d'effectifs des « think-tank » anglo-saxon. Elle se définit comme une société savante internationale ayant pour objectif de retourner le consensus intellectuel d'alors, favorable au Keynésianisme.

Le courant libéral n'était pas majoritaire, loin de là. Il faisait plutôt figure de groupuscule, jusque dans les années 70. Aujourd'hui cette société existe toujours, elle évolue désormais dans le contexte

favorable qu'elle a su créer. Elle est l'organisatrice du Forum économique de Davos qui réunit chaque année PDG de multinationales et hommes politiques.

L'ultra-libéralisme est accepté par tous aujourd'hui, exceptés ceux qui se reconnaissent dans les combats du mouvement altermondialiste, dont attac fait partie.

La « Société du Mont Pèlerin » contemporaine compte près de 5000 membres parmi lesquels on retrouve des universitaires, des personnalités politiques, des journalistes, des économistes etc. Tous les pays du monde sont concernés, mais d'une façon générale, ces personnalités vous sont inconnues car elles préfèrent travailler dans l'ombre.

On y trouve par exemple pour l'Italie un ancien ministre Antonio Martino, pour la nouvelle Zélande un ancien ministre des finances Mme Ruth Richardson, pour l'Angleterre un collaborateur de Thatcher, John Biffer, pour le Japon un homme politique Yoshio Suzuki, pour la France l'universitaire Pascal Salin, pour l'Australie le fondateur de la Bourse Australienne Maurice Newman, ou encore pour les Etats-Unis le prix Nobel James Buchanan.

La plupart de membres fondateurs de la société ont créé leur propres cercles de réflexion ou leur propre fondation dans leurs pays respectifs. C'est ainsi que l'on retrouve Edouard Folner à la tête de « l'Héritage Fondation » aux USA ou Ralf Harris pour « l'Institute of Economics Affairs » à Londres.

Tous ces cercles fonctionnent sur le même modèle, ils organisent régulièrement des colloques et des séminaires pour que leurs membres se rencontrent et travaillent ensemble. A la première réunion de la Société du Mont Pèlerin, il y avait déjà des journalistes économiques du « Time » et de « Newsweek », ce qui illustre, la stratégie de reconquête médiatique des évangélistes du marché .

Von Hayek en tant qu'organisateur, de la réunion en expliqua les objectifs :

« créer une structure internationale permanente permettant à des intellectuels libéraux de s'engager pour leurs idées contre toute intervention de l'Etat. »

Dans tout combat, il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté, il faut aussi maîtriser le nerf de la guerre : l'argent. Il n'est pas difficile de trouver des fonds pour défendre le libéralisme. En général, industriels, banquiers ou hommes d'affaires se pressent pour livrer leurs « talents ». Dans ces milieux, l'argent est facile, il coule à flot pour sponsoriser les billets d'avion et les nuits d'hôtel des participants.

Ainsi la société de Von Hayek fut financée par un généreux donateur, le docteur Hunold celui là même qui finançait déjà « l'Institut des Hautes Etudes de Genève ».

Au cours de ce demi-siècle, c'est l'ensemble des milieux d'affaire qui ont payé leur dîme au évangélistes du marché.

Pendant 25 ans Von Hayek et Von Mises, passèrent pour de dangereux briseurs de consensus dans tous les pays occidentaux aussi bien à droite qu'à gauche. Durant ces années Von Hayek passa du statut de chercheur en économie dans les années 30-40 à celui de diffuseur politique dans les années 50-60. Il encensait les bienfaits de la « main invisible du marché » tout en démontant les constructions démocratiques de l'Etat.

3°) L'influence des « think tank » britanniques dans l'installation de la pensée unique.

Von Hayek quitte l'Angleterre pour les Etats-Unis en 1950. Il s'installe à l'Université de Chicago pour enseigner. En quittant l'Angleterre, il laissait derrière lui des organisations libérales trop radicales pour être écoutées. C'est le cas par exemple de l' « Economic League », fondée en 1919, violemment anti-communiste. Dans le contexte du Mc Carthisme, cette organisation était très politisée mais manquait de capacité de réflexion.

Il y avait une organisation syndicale patronale appelée l' « Aims of Industrie », fondée en 1942, elle regroupait des industriels et des financiers. Cette organisation avait de réelles capacités de diffusion dans la presse.

Avant de partir, Von Hayek réunit Anthony Fisher et Ralf Harris ; ils décidèrent de constituer une structure de réflexion anti-collectiviste anglaise. C'est ainsi qu'il créèrent en 1955 la plus célèbre « think tank » britannique: « l'Institute of Economic Affairs » connue sous l'abréviation « IEA ».

Anthony Fisher était un industriel, anti-collectiviste acharné, qui avait fait fortune dans le poulet industriel. Il devint le plus grand mécène des « think tank » qu'il créa. A partir de 1975 il consacra sa vie à la diffusion de ses idées en créant 78 « think tank » dans le monde.

Dès 1959 l'internationale libérale fut en place et fonctionna très bien. L'IEA fut par exemple l'organisatrice à Oxford de la réunion annuelle de la Société du Mont Pèlerin.

Les « think tank » sont très imbriqués entre eux. On y retrouve souvent les mêmes protagonistes sans qu'il y ait de concurrence. Ils ont chacun leur champ d'étude et sont complémentaires.

La complaisance des médias à l'égard des « think tank » fut sans limite. Ainsi Henry Hazlitt, journaliste de Newsweek, ouvrit les colonnes de son journal dans des proportions suffisantes pour assurer le retour en grâce des idées libérales. La diffusion régulière dans la presse des réflexions des « think tank » leur donna une véritable légitimité. Grâce à ce copinage journalistique, l'IEA qui avait un faible écho dans les années 50 et 60, eut un retentissement très large.

Il y avait peu de politiciens parmi les membres des « think tank ». Cependant ceux qui en faisaient partie furent confortés dans l'idée d'intensifier leur bataille contre l'ordre établi et le consensus keynésien. Pour eux aussi, à cette époque « Un autre monde était possible ».

On retrouvera plus tard ces politiciens anglais dans l'équipe de Thatcher. Il s'agissait de Geoffrey Howe Secrétaire aux Affaires Etrangères, Keith Joseph comme conseiller personnel de Margaret, ou encore Enoch Powell écarté des responsabilités au parti conservateur pour extrémisme de droite.

Les « think tank » ne se contentèrent pas de diffuser et de légitimer le néolibéralisme, ils s'attachèrent à transformer la société Britannique à partir de la réformes de ses bases économiques pour rendre irréversible le triomphe du marché-roi.

De 1957 à 1977 l'IEA a publié près de 250 auteurs qui ont contribué à la création de la pensée unique.

Pour avoir une idée du niveau de cynisme des « think tank » reprenez ce détail. Pour bénéficier des subventions anglaises accordées aux organisations caritatives, l'IEA ne devait pas faire de prosélytisme. Ainsi il publia quelques auteurs contredisant les dogmes libéraux. C'est ainsi que les contribuables anglais ont financé ceux qui, par la suite, commirent tant de méfaits contre eux.

Pour l'anecdote, Ralph Harris fut anobli en 1979 par la reine, sur proposition de Margaret Thatcher. Lors de la cérémonie, elle le qualifia de « one of us » dans son discours - ce qui se traduit par « un des nôtres » - et qui en dit long sur sa fidélité à la croisade anti-sociale.

Les libéraux n'avaient pas le monopole des « think tank ». Il existait une organisation socio-libérale appelée la « Fabian Society » qui fut fondée en 1884. Elle avait été à l'origine de toutes les idées politiques reprises par les travaillistes dans la première moitié du 20^e siècle. L'IEA se voulait le contre pied de la « Fabian Society ».

L'IEA avait aussi l'ambition de rénover le parti Conservateur anglais en confortant les membres, très minoritaires dans les années 60, prônant le libéralisme. Cela permit l'éclosion d'une génération de quadras qui devaient constituer les futurs ministres de Thatcher.

L'efficacité de la reconquête politique était liée à la capacité de l'IEA à voir publier dans la presse londonienne ses articles de propagande. C'est ainsi que dans les années 60, avec la complicité de Maurice Green, le rédacteur en chef du « Daily Télégraph », l'économiste Arthur Seldon publia une quarantaine de brûlots exprimant sa haine obsessionnelle de l'Etat providence.

Au début des années 70, les milieux d'affaires n'étaient pas acquis au libéralisme, préférant une culture de négociation et même d'intégration des corporatismes syndicaux, permettant d'assurer la paix sociale. Les patrons acceptaient l'obligation du « closed shop », c'est à dire le contrôle ouvrier de l'embauche et s'assuraient de la paix sociale par la négociation permanente avec les représentants du personnel.

Parmi les syndicats patronaux il y avait deux politiques, le dialogue ou l'affrontement.

La « Confederation of British Industry » pratiquait le dialogue avec les syndicats et l'« Aims of Industry » préférait l'affrontement.

L'impact de l'IEA dans le programme des conservateurs aux législatives de 1970 s'est traduit par la préparation d'un arsenal juridique pour museler les syndicats, par la mise en chantier du premier programme de privatisation, ainsi que par la fin du soutien de l'Etat aux entreprises en difficulté.

Ce programme ne fut pas appliqué malgré la victoire des conservateurs aux élections car les néolibéraux étaient encore minoritaires à cette époque.

En 1974 la crise économique fit descendre dans les rues une partie des mineurs du nord de l'Angleterre. Cette contestation mit un terme au gouvernement conservateur d'Edward Heath. Cette défaite politique facilita les manœuvres partisans des néo-libéraux qui en profitèrent pour prendre le pouvoir au sein du parti conservateur. En 1975, Edward Heath dû laisser la place à Margaret Thatcher à la tête du parti conservateur. Disposant du contrôle du parti, il ne restait plus aux néo-libéraux qu'à attendre l'alternance politique. Elle arriva en 1979. Ce qui arriva en Angleterre contamina en moins de vingt ans le reste de l'occident, puis le monde entier.

QUATRIEME PARTIE : LA CHUTE DU KEYNESIANISME

1°) Un coup d'essai libéral : le gouvernement d'Edward Heath 1970 - 1974

Pour imposer leurs idées, les néo-libéraux durent commencer par diaboliser le modèle dominant auprès des opinions publiques et des intellectuels.

Voici ce que disait Von Hayek au vingtième anniversaire de l'IEA :

« J'ai toujours été convaincu que si nous voulons garder notre liberté économique et politique, nous devons diriger nos efforts vers la conversion des intellectuels en tant que faiseurs d'opinions. »

Le travail de conversion des élites britanniques ne s'est pas faite naturellement. Les deux universités anglaises, Oxford et Cambridge, qui produisent la majorité des intellectuels Outre-Manche sont très « vieille Angleterre » dans leur culture. Or cette culture n'a jamais voué au marché une admiration sans bornes.

Dès le XIX^e siècle, beaucoup de personnalités critiquèrent la révolution industrielle en ce qu'elle modifiait les valeurs profondes de l'Angleterre, et, au-delà, de tout l'Occident. Ils critiquèrent l'accumulation capitaliste d'une bourgeoisie snob (au sens strict du terme : sine nobilis - sans noblesse) , la déshumanisation des relations sociales, la perte des valeurs chrétiennes car tout cela faisait le lit des idées révolutionnaires.

D'où ce paradoxe historique anglais, d'une bourgeoisie promouvant un capitalisme triomphant, qu'aucun intellectuel ne soutenait.

Le travail des « think-tank » devait remettre en cause un siècle et demi de culture de la méfiance à l'égard du « tout-marché » de la part des intellectuels britanniques. On mesure ce que cela représenta comme révolution culturelle pour la société britannique.

Pour que les « think-tank » fussent efficaces il fallait créer les conditions de la reconquête intellectuelle. Ce fut le cas lors de la crise du Keynésianisme des années 70. Leurs idées comblèrent un vide politique et une impasse économique. Tant que les idées de Keynes ne conduisent pas dans l'impasse systémique des années 70, il était vain de vouloir imposer les idées néo-libérales. C'est ainsi qu'échoua une première tentative de révolution libérale au sein du parti conservateur en 1958. Cette année là, Peter Thorneycroft et Enoch Powel, furent exclus du gouvernement Mc Millan pour avoir critiqué le consensus interventionniste qui assurait la croissance, le plein-emploi et une faible inflation. Quinze ans plus tard le contexte économique était fondamentalement différent, la dévaluation de la livre en 1967 fut le signal de départ de nombreux problèmes socio-économiques, connus à cette époque sous le nom médiatique de « mal britannique » et perçus comme la manifestation du déclin international post-impérial de la Grande Bretagne. On entra en « stagflation », c'est à dire dans une période alliant stagnation économique et forte inflation, ce que nous avons connu dès la deuxième moitié des années 70 en France.

Il existe un indicateur intéressant du climat social d'un pays : le nombre de jours de grève pour 1000 salariés. En Angleterre, en 1967 cet indice était de 184 jours perdus pour 1000 salariés, en 1972 il était monté à 968, rappelons qu'en France cette même année il n'était que de 277.

En 1970, **devant la mobilisation massive et durable des travailleurs, l'entreprise de mise au pas des syndicats par le gouvernement conservateur fut un échec cuisant.** C'est précisément à ce moment là qu'il faut chercher l'origine de la haine accumulée par Margaret Thatcher, alors ministre, à l'encontre des syndicats en général et des mineurs en particulier.

Le monde syndical dû faire face à un déchaînement de la presse. On lui reprocha son radicalisme, qualifié d'antidémocratique car il s'opposait à un choix politique fait en 1970. Dans l'esprit des Britanniques, grâce à la presse néolibérale, les années 70 restent celles de « l'ingouvernabilité », qui se traduisit par : des « diktats syndicaux », la guerre civile en Irlande, la crise économique et le nationalisme Ecossois. En France et en d'autres temps, on aurait appelé cela la « chienlit ».

A partir de 1973, le choc pétrolier devait rétablir momentanément la compétitivité du charbon anglais, redonnant ainsi aux mineurs leur place d'aiguillon dans les luttes sociales Outre-Manche.

Face à la crise et aux mobilisations le gouvernement de Heath dut renier ses principes libéraux et ses engagements électoraux en accordant aux entreprises en difficulté des aides de l'Etat pour survivre.

Les conservateurs perdirent les élections de 1974 et durent laisser la place au gouvernement travailliste. Harold Wilson s'installa au 10 Downing Street.

2°) A gauche : 2 gouvernements de transition : Harold Wilson (1974-1976) & James Callaghan (1976-1979)

Il faut bien avouer que l'arrivée au pouvoir des travaillistes de Harold Wilson en 1974 fut pour eux une bonne surprise. Elle se fit en deux temps. D'abord à l'élection de février 1974, perdue par les conservateurs dans le contexte de grèves des mineurs. Les travaillistes gagnèrent aussi l'élection de novembre 1974 ce qui renvoya le gouvernement Heath aux oubliettes de l'Histoire.

De 1974 à 1976, les travaillistes durent lutter contre la crise économique très fortement accentuée par la crise pétrolière. A cette période la pression sociale s'accrut alors fortement. Devant elle le gouvernement choisi de tenir compte des demandes d'assistance notamment formulées par l'aile gauche du parti et l'économiste Robert Rowthorn.

Or même chez les travaillistes, le consensus Keynésien devait reculer. Avec la prise en compte des revendications ouvrières et syndicales, le néolibéralisme et son radicalisme, devenait pour la droite « la réponse » pour contrer cette dérive gauchiste.

Le chef de file politique de la gauche du parti travailliste s'appelait Tony Benn. Il demandait la sortie du marché commun, de nouvelles nationalisations, l'autogestion dans les entreprises et l'abolition de la monarchie.

En 1976, le gouvernement Wilson changea et avec lui l'orientation politique. Sous la pression du FMI le nouveau gouvernement dut se tourner vers les premières solutions libérales.

Les dissensions au sein du parti travailliste devaient le conduire à la scission au début des années 80 avec la création du parti social démocrate. C'est comme cela qu'en Angleterre, les solutions économiques Keynésiennes devinrent, pour la droite et la gauche, le bouc émissaire facile expliquant le déclin britannique.

En 1979, devant l'inefficacité des solutions travaillistes pour sortir de la crise, les solutions néolibérales avaient perdu leur caractère violent et antisocial. Elles devenaient la solution, et les syndicats les responsables des malheurs anglais.

D'ailleurs, Friedrich Von Hayek ne disait pas autre chose, puisque ses écrits affirmaient depuis 30 ans le caractère intrinsèquement néfaste de l'activité syndicale.

3°) A droite : naissance du Thatcherisme, 1974-1975

Les années 70 furent celles de nombreuses trahisons de la part d'économistes, de journalistes, et d'universitaires anciennement keynésiens. Ils rallièrent le camp des néolibéraux entre 1970 et 1975. Ce fut aussi le cas d'hommes politiques quand le parti travailliste pris des décisions jugées trop à gauche.

Parmi tous ces transfuges, il faut citer Peter Jay, keynésien de toujours et journaliste au Times, Samuel Brittan du Financial Times, ou encore Hamish Mc Rae du Guardian, journal de gauche.

En 1974, au moment des défaites électorales, les membres de l'aile droite du parti conservateur, trouvèrent à l'IEA un formidable arsenal théorique constitué d'un ensemble cohérent de solutions de marché recommandées par des économistes mondialement connus, et parmi eux le tout nouveau Nobel d'économie, Friedrich Von Hayek, prix qu'il partage avec un autre économiste, G. Myrdal.

Cette époque correspond pour l'IEA à une véritable explosion de ses activités. Elle recrutait et formait tout azimut. On retrouvait dans ses séminaires des journalistes récemment convertis, des militants travaillistes effrayés par la dérive gauchiste du parti, des jeunes étudiants etc.

Les journalistes étaient facile à convertir aux idées Hayekienne, ils n'oubliaient pas qu'ils étaient confrontés au puissant syndicat du livre dont les grèves empêchaient la publication de leurs écrits. Ils considéraient cela comme de l'abus de pouvoir et comme une atteinte à leur sacro-sainte liberté d'expression. C'est pour cela que les grèves des ouvriers du livre sont si violemment dénoncées par les journalistes bien-pensants. Il en va de même encore aujourd'hui en France.

L'IEA devait devenir la tête de pont en Europe des « think tanks » américains et notamment des disciples de « l'école de Chicago ».

Il s'agit d'un courant monétariste anglo-saxon fondé par M Milton Friedman dont l'œuvre idéologique sera conçue pour l'essentiel où il enseignait : à l'université de Chicago. Cet homme vivait sur un paradoxe intéressant du fait de ses origines modestes. Cet enfant d'immigré de Ruthénie, ne put suivre des études universitaires que grâce à une bourse fournie par « l'Etat providence », Etat que le petit Milton pourfendra par la suite sans aucune pudeur.

Dans son analyse, les politiques économiques de l'Etat visant à corriger les dysfonctionnements du marché sont vouées à l'échec. D'abord, le marché est efficient à partir du moment où on le laisse fonctionner librement, c'est à dire où on accorde aux patrons la plus grande liberté économique.

Pour les monétaristes, le déficit budgétaire de l'Etat correspond à une augmentation indue de la masse monétaire, elle-même créatrice d'inflation, l'ennemi héréditaire des rentiers. Pour les monétaristes, le niveau minimum soutenable de chômage est déterminé par le fonctionnement du marché du travail .

Dans la théorie monétariste, il existe un taux de chômage naturel contre lequel il ne sert à rien de lutter, ce niveau de chômage étant dû au contraire aux multiples entraves au marché que crée l'intervention de l'Etat. En condamnant les subsides donnés aux chômeurs, les politiques sociales, Milton Friedman ne fait que reprendre, de manière certes plus euphémisée, le discours d'économistes libéraux du XIX^e siècle, ceux d'un David Ricardo ou d'un Robert Thomas Malthus. Ceux ci déclamaient le plus tranquillement du monde qu'en cas de chômage, le retour à l'équilibre sur le marché du travail s'obtenait par... la disparition physique d'une partie des chômeurs. Aujourd'hui, les libéraux sont plus humains, ils ne réclament que la « mort sociale » par l'exclusion, l'enfermement dans des pénitenciers ou dans des asiles...

Convenir d'un taux de chômage naturel, c'est se convaincre qu'on ne peut rien contre le chômage. Une telle vision profite surtout aux milieux d'affaires pour qui un volant de chômage important permet de faire pression à la baisse sur les salaires de leurs employés, de contraindre ces derniers à une plus grande précarité et à la mobilité professionnelle, et enfin décourager toute forme de contestation organisée.

Il s'agit ici des motivations inavouées des organisations patronales et de bon nombre d'intellectuels libéraux à leur service préférant faire du « lobbying » afin d'importer de la main d'œuvre qualifiée, sans imaginer faire prendre en charge la formation par les entreprises.

Avec l'augmentation des conflits dans les années 70, l'impopularité des syndicats alla grandissante. Il fut alors facile de créer les conditions d'une mobilisation contre syndicats au nom de l'efficacité économique et de l'ordre public.

La fin du consensus keynésien coïncide avec la rencontre de deux idéologies. Le néolibéralisme devait croiser la route du néoconservatisme, un peu à l'image de ce qui se passa aux Etats-Unis à la même époque.

Les néoconservateurs pensaient avant tout que le déclin anglais trouvait son origine dans l'affaiblissement et la contestation des sources traditionnelles d'autorité qu'étaient la famille, la religion ou la monarchie.

Pour les néolibéraux, la lutte contre les syndicats ne relevait pas seulement de la revanche, mais aussi de la remise en ordre du marché du travail.

La révolution conservatrice visait à restaurer l'autorité de l'Etat. Elle permit de remettre dans le droit chemin moral l'ensemble de la société anglaise ; des ouvriers aux militants antiracistes en passant par les féministes.

La réforme néoconservatrice se répandit sur la planète en parallèle à la révolution néolibérale.

4°) A droite : création du CPS

Les années 1972-1974 furent celles de l'explosion du nombre des « think tank » anglo-saxons.

En 1973, c'est la création du « Selton Group » constitué de nombreux étudiants de l'université écossaise de Saint Andrews considérée depuis comme la pépinière des cadres de la future équipe de Margaret Thatcher. Ces jeunes néolibéraux aimaient à rappeler la proximité de leur université avec le lieu de naissance d'Adam Smith, considéré comme le père du libéralisme.

Toujours en 1973, avec la création de la « Conservative Philosophy Group », constituée d'universitaires de droite prônant le néolibéralisme tels : Roger Scruton, Hugh Trevor-Roper d'Oxford, Michael Oakeshott et Kenneth Minogue de la « London School of Economics ».

Pour les néolibéraux, il fallait d'abord transformer les groupes de réflexions existant en machine de guerre politique capable de reconquérir le pouvoir politique dans un premier temps au sein de la mouvance conservatrice puis de prendre ensuite le pouvoir.

C'est ainsi que se créa le CPS « Centre for Policy Studies ». Il se structura autour de Keith Joseph, ancien membre du gouvernement Heath, disciple de Von Hayek et très proche de Margaret Thatcher.

Comme Margaret Thatcher, il fut humilié par la défaite électorale de 1974 et par les recules devant les syndicats ; d'où leurs désirs de revanches non dissimulés.

Le CPS concentra son travail autour de la rédaction de l'arsenal législatif visant à déposséder les syndicats de tout pouvoir. En parallèle le CPS s'occupa de la thatcherisation du parti conservateur en remplaçant petit à petit ceux qui restaient hermétiques à l'ultra-libéralisme et en encadrant la haute administration britannique soupçonnée de Keynésianisme.

Pour être efficace, le CPS et l'IEA devaient se partager le travail sans se concurrencer.

Le CPS s'occupera du prosélytisme politique et l'IEA s'orientera vers la théorisation économique. C'est pour cela que, contrairement à l'IEA, le CPS ne pût jamais demander de subvention.

Mais ne nous trompons pas, ces deux instances se partageaient les mêmes acteurs. Ils revendiquaient leur appartenance aux deux groupes.

Entre les deux défaites électorales de 1974, le tandem Thatcher-Joseph attaquera le bilan du gouvernement Heath, dont ils faisaient partie. Cette manœuvre politicienne leur permit de s'imposer en 1975 à la tête du parti conservateur.

L'histoire a retenu le nom de Margaret Thatcher comme artisan principal de la révolution néolibérale, mais son conservatisme n'était qu'un conservatisme de ralliement. Le véritable penseur de cette révolution fut Keith Joseph. Il donne de cette époque l'analyse suivante :

« Notre objectif était de convertir le parti conservateur et d'articuler en termes politiques les idées de l'IEA »

Parmi les membres du CPS, il est des parcours politiques qui laissent pantois et qui montrent à quel point la révolution conservatrice était puissante.

Le numéro 3 du CPS était Alfred Sherman. Ce journaliste fut membre des brigades internationales en Espagne et militant d'extrême gauche pendant 20 ans ! Et il n'est pas le seul transfuge, Hugh Thomas venait de la « think tank » progressiste la « Fabian Society ». Comme eux, beaucoup de membres du CPS avaient été progressistes avant de vieillir.

Ces transfuges donnaient trois arguments redoutables à Mme Margaret Thatcher ; celui de l'erreur historique des idées de « gauche », celui d'une possible rédemption de ses défenseurs, et celui du côté populiste du néolibéralisme, seul capable de terrasser ce Goliath qu'était l'Etat.

Alfred Sherman était un homme « d'en bas » ; c'est pour cela qu'il insista beaucoup auprès de Margaret Thatcher pour que des hommes et des femmes de tous les horizons de la société britannique entrent au CPS, l'anti-chambre du gouvernement. Il voulait surtout limiter l'influence des intellectuels trop loin des préoccupations du peuple. Comme Keith Joseph, Alfred Sherman devint un véritable mentor pour Margaret Thatcher ; plus tard elle devait les anoblir tous les deux.

La dérive droitière du CPS en général et de Sherman en particulier s'accrut jusqu'à la fin des années 80 pour devenir réellement xénophobe et proche des idées de Le Pen. Ce dernier fut invité à participer aux travaux du CPS au moment où il se rapprocha de l'ultra-libéralisme.

Le charisme de Keith Joseph en faisait le leader naturel du CPS et le meilleur évangéliste du néolibéralisme. C'est à cet homme que le parti conservateur doit son retour au pouvoir, car il y ramena les électeurs très à droite qui avaient suivi la dérive raciste d'Enoch Powell.

5°) A droite : Prise de pouvoir au sein du parti conservateur, 1974-1975

Comme nous l'avons vu, le courant minoritaire au sein du parti conservateur devait prendre le pouvoir. Ceci se fit en deux temps.

Pour commencer, il était nécessaire de discréditer l'action du gouvernement d'Edward Heath, tout en se détachant de la responsabilité des échecs électoraux de 1974. Ce travail de fourmi fut celui de l'excellent orateur qu'était Keith Joseph. Profitant des sympathies pour le néolibéralisme qui avaient couru dans la presse Anglaise, il entreprit une méthodique et très dense campagne médiatique en vue de convaincre des bienfaits de la théorie hayekienne les électeurs, certes, mais surtout les députés du parti conservateur.

Dans un deuxième temps il fallait saisir les rênes du parti conservateur. Ce travail de fond devait payer dès le début de 1975.

Un extrait du discours de Keith Joseph:

« J'ai cru autrefois que la majeure partie de notre inflation était due à l'augmentation vertigineuse des prix mondiaux. Je sais maintenant, qu'elle résulte de la création de nouvelle monnaie sans lien avec la création de richesse en termes de produits et de services. Lorsque la masse monétaire s'accroît trop vite le résultat est l'inflation. »

On peut dire que Keith Joseph venait de redécouvrir une des raisons qui crée l'inflation, ça n'est pas la seule mais elle y contribue pour beaucoup.

C'est précisément ce qui est connu sous l'expression « faire tourner la planche à billets » qui causa tant de malheurs à l'Allemagne des années 30 et qui était parfaitement connu de tous les élèves de seconde, même à son époque.

Au risque de le ridiculiser, on pourrait ajouter à sa redécouverte, que lorsque la masse monétaire s'accroît trop lentement, le triste résultat est le freinage de l'activité économique, faute de pouvoir d'achat. La hausse des taux d'intérêt qu'induit la rareté monétaire décourage les investisseurs et enrichit de manière scandaleuse les rentiers.

Au début de 1975, l'aile centre droit du parti conservateur devait pratiquement disparaître au profit de l'aile droite néolibérale. Aux élections internes du dirigeant du parti conservateur, il y avait trois candidats dont une candidate. Un peu à la surprise générale, ce fut Margaret Thatcher qui l'emporta, bénéficiant du retrait de Keith Joseph, au dernier moment, dont l'image d'homme d'Etat potentiel était terni par ses diatribes trop virulentes.

6°) A gauche : agonie de la sociale-démocratie anglaise : 1974-1979

L'année 1976 devait être un tournant dans l'histoire de la Grande Bretagne. Cette année là, le gouvernement travailliste de James Callaghan, embourbé dans la crise économique, devait accepter l'inacceptable : rompre de fait avec l'Etat-providence et se diriger vers une politique monétariste.

Le gouvernement Callaghan fit appel au FMI pour obtenir de lui £2,3 milliards. Le premier plan d'ajustement structurel qui suivit imposa une réduction de £2,5 milliards des dépenses publiques.

Le gouvernement se trouva contraint d'abandonner les programmes sociaux et d'installer la nouvelle politique monétariste.

A mesure que les idées libérales s'appliquaient, le mécontentement social grandissait.

Pendant l'hiver 1978-1979 le secteur public se retrouva paralysé par de nombreuses grèves vilipendées par la presse.

La Grande Bretagne était devenue ingouvernable et la presse, désormais totalement acquise aux thèses libérales, ne faisait plus ses unes que sur « les trains en gare », « les tas d'ordures dans les rues », et sur « les morts en chambre froide faute de croque-morts ».

La thèse Hayekienne selon laquelle la « menace syndicale » pouvait détruire l'économie était mise en évidence par le désordre social de cet hiver « chaud ».

Le lit de la droite était fait, il ne restait à Margaret Thatcher qu'à attendre son heure. Une fois lâchée par les nationalistes écossais, la gauche anglaise entra pour 15 ans dans une traversée du désert, durant laquelle l'aile droite du parti travailliste, emmenée par Anthony Blair entérina définitivement la prédominance du marché dans le contexte actuel de la globalisation.

7°) A droite : prise du pouvoir par le parti conservateur: 1979

Les élections de 1979 sont gagnées par les tories. Margaret Thatcher accède tout naturellement au pouvoir.

Pour assurer la bonne marche de la révolution conservatrice et libérale, elle s'entoura d'une équipe de fidèles: la "Downing Street Policy Unit" (DSPU). Ces hommes, issus du CPS, de l'IEA ou simples sympathisants du parti, échappaient à tout contrôle parlementaire, ainsi qu'au contrôle du parti conservateur.

En quelques années de révolution conservatrice, une cinquantaine d'intellectuels ont imposé de nouvelles valeurs au monde; redessinant ainsi les limites du possible en matière politique.

Jugez plutôt :

L'ensemble du secteur public britannique a été privatisé, les syndicats ont été détruits, le « profit » a été réhabilité pour devenir le centre de la vie politique et économique non seulement de l'Angleterre, mais aussi de l'Occident, les projets politiques alternatifs ont été totalement discrédités de sorte qu'aujourd'hui pour être « progressiste », il faut vénérer l'entreprise privée et satisfaire les marchés.

Les « think tank » des années Thatcher avançaient des idées de plus en plus radicales sur des terrains politiquement très sensibles. A ce jeu là, le CPS passait pour le chef d'orchestre de la symphonie anti-mineur, anti-syndicale et anti-Etat-providence.

Pour fonctionner, le CPS se structura en sous-groupes, chacun d'eux ne traitait que d'un sujet à la fois pour être efficace. Ainsi il y avait un groupe pour le marché de l'énergie, un pour les réformes du système de santé, ou encore un groupe pour les réformes du droit syndical appelé le "TURG" (Trade Union Reform Group (ou le groupe de réforme des syndicats)).

Ce dernier est particulièrement intéressant à étudier car la totalité de ce qu'il préconisa dans ses publications des années 70 fut mis en place dans les années 80, ce qui ne fut pas le cas de tous les groupes de travail, heureusement.

8°) Un « think tank » un peu particulier : l'ASI (Adam Smith Institute)

L'ASI fut créé en 1976 aux USA et ouvrit une antenne en Angleterre dès 1977. Il fut créé par Madsen Pirie et Eamann Butler. L'antenne Anglaise de ce « think tank » se voulait être la plus proche des « think tank » américains notamment de la très conservatrice « Héritage Fondation ».

L'ASI n'est pas un « think tank » comme les autres. Il se consacre aux publications pratiques permettant la mise en oeuvre des politiques néolibérales, il ne théorise pas le néolibéralisme contrairement à l'IEA.

L'ASI, plus que tous les autres « think tank » fonctionne en réseau. Il est capable de mettre à disposition un intervenant libéral n'importe où dans le monde pour animer un séminaire ou un colloque sur la bourse, le marché, ou les privatisations.

Le centre d'intérêt principal de l'ASI est la privatisation. Cette compétence presque exclusive l'a conduit à publier en 1989 un document technique intitulé « Le manuel de privatisation », véritable bréviaire du parfait privatiseur (certainement le livre de chevet de Fabius et Strauss-Kann qui rappelons-le, ont privatisé plus en 5 ans que tous les gouvernements de droite réunis.).

Pour certains, l'ASI est devenu, de part ses contacts avec les USA, une véritable tête de pont de la CIA en Europe.

Les créateurs de l'ASI furent des activistes ultra-conservateurs dans les années 60. Ils fondèrent à l'époque l'association des étudiants conservateurs de la très libérale « St Andrew University of Edimbourg », et mirent comme président d'honneur de leur groupe, le raciste avéré : Enoch Powell.

Pour situer cette organisation sur l'échiquier politique, on peut la comparer avec « Occident » ou le « GUD » des années 70. Leurs homologues français en politique pourraient être messieurs Alain Madelin, Patrick Devedjian ou Hervé Novelli.

Pirie et Butler ont, pour peser politiquement dans leur pays, mis en sourdine leurs penchants xénophobes, intégré la droite traditionnelle, et pesé de tout leur poids idéologique en accédant aux responsabilités d'abord dans leur parti puis aux commandes de l'Etat.

Pirie, avec sa répartie, devint une véritable star médiatique dans les années 80 où il s'imposa comme un « expert en économie ».

Parmi les financiers de l'ASI, on retrouve le milliardaire Jimmy Goldsmith.

9°) Conclusion

D'une façon générale, il est très difficile d'évaluer à quel point un « think tank » peut infléchir des décisions gouvernementales.

Un homme ou une femme politique préférera toujours minimiser le poids d'une idée qui n'est pas la sienne ; question de fiertés. Ainsi Margaret Thatcher, a par exemple « oublié » de mentionner dans ses mémoires qu'elle photocopait des documents de l'ASI pour les passer à ses collaborateurs.

CINQUIEME PARTIE : EXPORTATION DE LA REVOLUTION CONSERVATRICE

1°) La décennie 80/90 en Angleterre

Avec l'arrivée au pouvoir de M Thatcher, les 3 principaux « think-tank » anglais se retrouvèrent dans les premiers cercles du pouvoir. Petit à petit, méthodiquement, la « Dame de Fer » devait éliminer de son parti ceux qui refusaient encore de lui faire allégeance totale. Une fois consolidés ses appuis au sein des Tories, elle assura la mise en place d'une nouvelle génération de politiciens autour d'elle et constitua le fameux DSPU.

Tout au long de son règne sans partage, M Thatcher fit preuve d'audace libérale en radicalisant toujours plus ses décisions.

M Thatcher tire son surnom de l'intransigeance dont elle fit preuve en laissant mourir de leur grève de la faim les nationalistes Irlandais dont Bobby Sands en 1981.

Elle engagea une lutte à mort en 1984/1985 contre les syndicats qui ne s'en relevèrent pas. Ce combat devait aboutir à la ratification progressive de nombreuses lois limitant le pouvoir des syndicats à partir de 1988.

Dès 1979, un nombre important d'intellectuels qui officiaient dans les « think-tank », se retrouvèrent à des postes de conseillers. Leur rôle fut absolument essentiel pour assurer la pureté idéologique de la révolution conservatrice et permettre de maintenir coûte que coûte le cap des réformes néolibérales, en contournant la haute administration ainsi que le parlement. Parmi tous ces experts, s'il fallait retenir un nom, se serait celui de Alan Walters de l'IEA.

Cet économiste monétariste, véritable disciple de Milton Friedman, fut nommé dès 1980 comme « conseiller spécial pour l'économie » auprès de M Thatcher, avec un confortable salaire de £50.000 indirectement financé par le syndicat patronal de l'époque.

Pour les évangélistes du marché, les années 70 restent celles de l'âge d'or. Ils pouvaient laisser libre cours à leur rhétorique sans les contraintes gouvernementales. Même au sein du CPS, la proximité du pouvoir devait faire des dégâts. Les dissensions apparurent dès 1985, avec la démission du néolibéral Sherman en désaccord avec la branche néoconservatrice. Le clan des néoconservateurs était plus tenté d'en finir avec le « déclin moral » en prônant le retour à l'ordre, plutôt que de s'occuper de l'expansion du marché.

Le radicalisme des « think-tank » ne faiblit pas durant le règne de M Thatcher. En revanche, à la fin, les réformes ne purent se faire aussi facilement qu'au début surtout lorsque le gouvernement s'attaqua au service public de la santé et de l'éducation.

Au début des années 90, l'évidence du marché s'imposait partout, y compris dans le langage. C'est ainsi que l'on parle, dans les pays anglo-saxons de « customers » (consommateur) aussi bien à l'hôpital qu'en faculté.

2°) A partir de 1985 : l'exportation d'un nouveau modèle totalitaire : la liberté pour les capitaux, l'asservissement pour les êtres humains.

L'exportation du nouveau modèle économique entre dans une stratégie claire et préméditée de consolidation de l'ordre néolibéral conservateur anglo-saxon.

La dissémination des idées se fit dès la première moitié des années 80 vers les pays occidentaux de langue anglaise comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, l'Islande... Puis au début de la décennie 90, avec la chute du mur de Berlin, c'est l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe qui devinrent des proies faciles. Demandeurs de réformes économiques, ils virent arriver une armée d'experts anglo-saxons pour organiser les libéralisations et les privatisations.

Dans la dissémination de la bonne nouvelle monétariste, les « think-tank » américains ont, sans nul doute, une grande longueur d'avance sur leurs homologues britanniques.

L'histoire retiendra surtout que ce sont eux qui réalisèrent l'évangélisation de la planète grâce à leurs moyens financiers sans équivalents.

Dans le rôle de l'infatigable VRP du néolibéralisme, il faut retenir le nom de « Antony Fisher » qui, à lui tout seul, revendique la création et la structuration financière de 78 « think-tank » de par le monde ; de la Russie au Guatemala en passant par le Nouvelle Zélande.

Ainsi, au fil du temps, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devinrent les bases arrières des évangélistes du marché.

L'imbrication des « think-tank » et des cercles du pouvoir est flagrante.

Par exemple, le Foreign Office n'hésite pas à recommander l'Adam Smith Institute pour des conseils en privatisation.

Autre exemples, un membre du Manhattan Institute for Policy Research, « William Casey », fut nommé directeur de la CIA. De très nombreux liens existent avec les fonctionnaires de la Banque Mondiale et du FMI.

Les années 2000 sont celles de la présence hégémonique des idées libérales. La mondialisation n'est pas libérale dans son discours ; « libérale » ne signifie plus « libre » ni « liberté ».

La rhétorique actuelle promeut trois des quatre « libertés » fondamentales. En mettant en oeuvre un libre-échange asymétrique, la mondialisation impose la liberté totale pour : les biens, les services et les capitaux. Elle « oublie » la liberté de travailler là où on le souhaite. Cette liberté fondamentale ne fait ni partie du discours ni de la réalité de la mondialisation, qui n'est que économique.

La mondialisation actuelle n'est pas libérale, même si elle se prétend telle. Elle s'appuie massivement sur les Etats. Les Etats défendent des intérêts nationaux et les intérêts des entreprises.

Le trait majeur de la mondialisation libérale est qu'elle vise la recolonisation des pays du Sud.

3°) Et la France ? avons-nous été épargnés par cette déferlante ?

Comme nous l'avons vu plus haut, aucun pays occidental n'a été épargné par la vague néoconservatrice et néolibérale. En ce qui concerne l'hexagone, le travail des « think-tank » n'en a pas été moins important.

Si vous devez retenir un « think-tank » français, ce serait l'ALEPS car cette officine travaille toujours comme en témoigne son site Internet très fourni.

L'ALEPS est une association qui fut créée en 1968 et dont le but est de « promouvoir l'idée de liberté économique, moteur du progrès social » en propageant les thèses des économistes néoclassiques américains, principalement de « l'école de Chicago ». Depuis 1979 cette association est dirigée par le professeur d'économie de la faculté d'Aix-Marseille M Jacques Garelo.

Il est le créateur du mouvement des « nouveaux économistes » en liaison étroite avec la « Société du Mont Pèlerin ». Cet homme est décidément très présent dans les coulisses du pouvoir ; il est en effet depuis 1999 le président de « Génération Libérale », groupe qui a remplacé le « Club Idées-Action » créé par M Alain Madelin. Au côté de MM Garelo et Madelin, on trouve M Pascal Salin, professeur d'économie à l'université de Paris-Dauphine, ancien directeur de... « La société du Mont Pèlerin »...

Le tableau ne serait pas complet sans l'universitaire M Roland Drago, enseignant à l'ESSEC et à la faculté d'Assas.

Les liens entre l'ALEPS et des personnalités liées à l'extrême droite française ne sont pas que des anecdotes. Jugez en vous même.

Ne revenons pas sur les liens de M Alain Madelin avec l'Occident. En 1971 l'ALEPS siégeait dans les mêmes locaux que l'«Institut Supérieur du Travail», un organisme de formation créé par un collaborationniste notoire M Georges Albertini qui s'est recyclé dans la création de nombreux organismes anti-collectivistes.

Dans ce cercle fermé d'intellectuels fascistes se trouve aussi des noms comme : M Alain Dauphin-Meunier décoré par Franco, M Georges Lefranc, collaborateur des « cahiers franco-allemand » en 1942, ou encore M Claude Harmel ancien du parti de M Marcel Déat.

Jusque là rien de bien grave, si l'ALEPS siège au 199 bd Saint Germain, c'est peut être un hasard. Mais une anecdote vient jeter le trouble, en 1974 des enseignants reçurent personnellement un courrier leur demandant de ne pas voter pour le candidat M François Mitterrand. Etrange lettre qui est signée d'un certain Guy Lemmonier alias Claude Harmel , secrétaire général de l'ALEPS !

Des documents retrouvés par le « canard enchaîné » prouvent les liens entre extrême droite et l'ALEPS. La capacité de nuisance de l'ALEPS est grande d'autant que l'argent afflue du patronat français notamment de la part de l'UIMM (Union des Industrie Métallurgiques et Minière).

L'imbrication de l'UIMM avec l'ALEPS n'a pas disparue aujourd'hui, bien au contraire.

L'ALEPS se réunit régulièrement dans des locaux de l'UIMM ; M Dominique De Calan, le numéro 3 de l'UIMM est un habitué des travaux de l'association mais aussi membre du parti de M Alain Madelin « Démocratie Libérale ». La boucle est bouclée.

On pourrait encore parler longuement du « Club de l'Horloge » ou encore des imbrication de l'ALEPS avec M Bruno Mégret et ses amis, mais ce n'est pas le sujet de ce court document ; référez vous pour cela à la très riche littérature existante, notamment « Le vrai scandale Michelin » de Michel Dufourt aux « Editions Golias ».

Une dernière remarque tout de même, il existe un « think-tank » particulier , « l'Association pour la Fondation de Service politique » (l'AFSp), fondée et dirigée par des proches de l'Opus Deï comme MM Francis Jubert, Thierry Boutet ou Jean-Marie Le Méné. Cette organisation annonce dans ses plaquettes :

« La France ne parvient pas à s'extraire d'une idéologie culturelle de gauche, largement présente dans le corps enseignant, dans les médias, et malheureusement chez de nombreux responsables de droite ».

Analysez bien cette phrase, elle contient en elle-même toutes les raisons qui font l'imbrication des ultralibéraux et des ultraconservateurs de Christine Boutin à Philippe De Villiers, en passant par Alain Madelin et toute l'extrême droite française.

Considérant que la crise sociale est d'abord une crise morale, l'AFSp entend promouvoir une pensée politique française en cohérence avec la doctrine sociale de l'église. Les imbrications entre milieux catholiques traditionalistes et néoconservateurs sont patents. Dans cette mouvance se croisent des anti-avortement, des anti-Euro souverainistes, des anti-Etat-providence, des ecclésiastiques, des élus, des royalistes, bref tous ceux qui, sans aucun scrupule, ont voté pour M Jean-Marie Le Pen, M Bruno Mégret, M Alain Madelin ou Mme Christine Boutin au printemps 2002.

Aller, une dernière chose, à l'heure de l'oraison funèbre de M Lionel Poilâne, je ne résiste pas au fait de vous rappeler que ce monsieur, comme M Michelin, était un grand bailleur de fond de toute cette frange très droitière des « think-tank » à la française.

DERNIERE PARTIE : CONSEQUENCES ET CONCLUSION

Aujourd'hui, la victoire est totale pour les croisés de l'ultra-libéralisme. A tel point que l'alternative économique à ce système n'a pas encore de mots pour être décrite. Nous et notre langue sommes prisonniers de la pensée unique.

Après 20 ans de révolution conservatrice, ce qui reste de l'Etat-providence souffre d'un sous financement chronique qui le rend encore plus honni par les citoyens.

L'économie est privatisée... et pour longtemps.

Les syndicats sont muselés ... et pour longtemps.

Le chômage de masse et « l'inflation zéro » sont installés... et pour longtemps.

L'individualisme, ce sous-produit métastatique du marché, est profondément ancré dans nos têtes... et pour longtemps.

Mises, Reagan, Thatcher, Hayek, Friedman et les autres, notre monde ressemble chaque jour un peu plus à leurs rêves.

Ils disposaient d'armes sur lesquelles les adversaires de la mondialisation néolibérale ne peuvent pas compter.

En effet, les grandes entreprises ne vont pas financer les recherches de ceux qui entendent détruire leur pouvoir et la presse, désormais entre les mains des multinationales, les discréditeront dès que nécessaire.

Les contestataires disposent néanmoins d'un atout. L'idée de transformer le monde en marchandise est folle.

Quand les idées folles des dominants deviennent le « cercle de la raison », quelques espoirs sont permis pour ceux qui, défendant les intérêts d'une majorité de la population de la planète, entendent remettre le monde à l'endroit.

Ne pourrait-on pas à notre tour nous s'imposer la détermination et la patience des « croisés du marché » qui, à l'écart des jeux politiques et des séductions médiatiques, ont su autrefois penser l'impensable ?

Et même si Attac travaille à un avenir plus libre ; il ne nous reste plus, pour l'instant, que Porto Alegre et la chute du CAC40 pour espérer revoir un jour cet « Aurore » si chère à Ignacio Ramonet.

...mais patience, n'oubliez jamais que nous ne travaillons pas pour nos enfants, mais pour nos petits-enfants...